

Argentine

Des coopératives pour l'emploi des exclus. Entre insertion professionnelle et clientélisme politique

Arnaud TRENTA *

Les élections nationales du 23 octobre 2011 ont consacré le triomphe de Cristina Fernandez de Kirchner, réélue à la présidence de la République dès le premier tour avec près de 54 % des voix pour un taux de participation frôlant les 80 %. Des chiffres à faire pâlir d'envie nombre d'acteurs politiques, mais qui plongent dans le désarroi une opposition morcelée d'où n'émerge aucun *leader* capable d'affronter la présidente et le mouvement politique qu'elle conduit à la suite de son défunt mari, Nestor Kirchner, qui fut également Président de 2003 à 2007.

Moins connue en France que le Brésil de Lula, la Bolivie de Evo Morales ou le Venezuela de Hugo Chavez, l'Argentine des Kirchner a joué un rôle prépondérant dans la reconfiguration idéologique de l'Amérique latine au début des années 2000. L'émergence de gouvernements socialistes signe la fin du fameux « consensus de Washington » dont le projet néolibéral visait la réduction des fonctions de l'Etat, la privatisation et la dérégulation de l'économie nationale ainsi que

l'ouverture au marché mondial. Le retour au pouvoir de forces progressistes dans la quasi-totalité des pays sud-américains s'est en effet manifesté par une réhabilitation du rôle de l'Etat comme acteur central du changement social.

C'est donc à la tête d'un Etat renforcé, pouvant compter sur une croissance économique forte, que le couple Kirchner a mis en œuvre des politiques sociales visant notamment à réduire la pauvreté et le chômage. Selon l'Institut national de la statistique ¹, 54 % de la population totale vivait ainsi sous le seuil de pauvreté au premier semestre 2003, contre 23 % début 2007 et 8 % début 2011. Le taux de chômage connaît également une baisse importante durant cette période, passant de 20 % début 2003 à 10 % début 2007 et 7 % début 2011. Ces politiques sociales s'appuient sur des administrations publiques, mais également sur le relais de collectivités territoriales et d'associations.

L'objectif de l'article est d'analyser la mise en œuvre d'une politique sociale initiée en 2009 par le gouvernement de

* Chercheur au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (Lise, Cnam-CNRS).
1. Indec : <http://www.indec.gov.ar/>.

Cristina Fernandez de Kirchner, qui s'inscrit dans un programme d'actions plus large intitulé « l'Argentine travaille » (Argentina trabaja). Une des mesures de ce programme consiste à soutenir, par le biais de financements publics, la création de coopératives pour permettre aux personnes les plus éloignées de l'emploi de retrouver un travail rémunéré. Cette politique a été lancée en grande pompe par la Présidente qui annonçait alors la création de 100 000 nouveaux emplois dans le cadre de structures coopératives. Mais comment ces coopératives sont-elles créées ? Et par qui ? Quel type de relations existe-t-il entre ces associations et les pouvoirs publics ? Quels effets peut-on observer sur le rapport à l'emploi des personnes concernées ?

L'étude de cas sur laquelle s'appuie l'analyse est circonscrite à la section locale d'une organisation d'ampleur nationale dénommée Mouvement Evita. Cette section locale gère plusieurs coopératives sur le territoire d'une commune en banlieue de Buenos Aires. Nous avons procédé à des entretiens et des observations pour saisir les pratiques que les acteurs locaux développent en relation avec cette politique sociale. C'est à partir de ce matériau que nous rendrons compte du travail et de l'emploi au sein de ces coopératives, ainsi que du réseau de mobilisation politique que celles-ci permettent de structurer sur le territoire. Mais dans un premier temps, il convient de revenir sur le contexte historique au sein duquel s'inscrivent cette politique et ces pratiques, ainsi que sur les évolutions successives du cadre institutionnel.

Politique, économie et mouvements sociaux depuis les années 1990

La politique publique de création d'emplois au travers de coopératives ne

peut être comprise sans un retour aux transformations socio-économiques qu'a connues la société argentine à partir des années 1990.

L'impact du plan d'ajustement

Au cours de cette décennie, le Président péroniste (encadré 1) Carlos Menem va mettre en œuvre, durant ses deux mandats (1989-1999), un plan d'ajustement de l'économie argentine visant l'intégration de celle-ci au marché mondial. D'inspiration néolibérale et d'une rare radicalité, les dites « réformes structurelles de l'économie » vont consister à privatiser des entreprises publiques, ouvrir l'économie nationale au marché mondial et flexibiliser le marché du travail (Gerchunoff, Torre, 1996). Le bilan de cette politique est bien connu : les premières années de prospérité ont laissé place à un chômage de masse, un accroissement des inégalités de revenus, un effritement de la classe moyenne et une banalisation de la grande pauvreté.

Les élections nationales de 1999 voient le triomphe d'un front d'opposition, mais l'absence de rupture avec les politiques néolibérales et l'effondrement d'un système monétaire aventureux (encadré 2) soulèvent un vent de révolte sans précédent (Fradkin, 2002). Les journées insurrectionnelles de décembre 2001 mettent fin au mandat du président Fernando De la Rúa – acculé par la foule dans le palais présidentiel après avoir décrété l'état de siège, il décide de fuir par hélicoptère – et signent le rejet populaire de l'ensemble des responsables politiques que symbolise le slogan « qu'ils s'en aillent tous ! ».

L'année 2002 voit le rétablissement progressif de la stabilité institutionnelle, mais est dominée par l'effervescence des

Encadré 1

Le péronisme

Le péronisme est un mouvement politique créé en 1945 par le Général Juan Domingo Perón qui repose sur un fort soutien populaire, en particulier des syndicats et du monde ouvrier. Perón fut élu deux fois président de la République entre 1946 et 1955 avant d'être renversé par un coup d'Etat et de partir en exil. Son parti politique sera proscrit jusqu'en 1973, date à laquelle son candidat remporte à nouveau l'élection présidentielle ; Perón revient alors en Argentine, gagne une élection spécialement préparée pour son retour, puis décède un an plus tard. Personnage controversé, son legs historique demeure les politiques sociales mises en œuvre après la Seconde Guerre mondiale. Il forme avec son épouse Eva Perón, dite Evita, un couple mythique auquel leurs partisans vouent un culte quasi religieux. Le Parti péroniste, nommé aussi Parti justicialiste, reste encore le parti majoritaire, voire hégémonique, dans le paysage politique argentin contemporain.

mouvements sociaux qui touchent un large spectre de la population. L'élection du péroniste Nestor Kirchner, proche des secteurs progressistes, à la présidence de la République en 2003 marque le « retour à la normale » dans la vie du pays (Svampa, 2008). Son habileté politique lui permet à la fois de canaliser les revendications populaires et de jouir rapidement d'une grande popularité en arborant la bannière des droits de l'homme (Bernadou, 2007). A la fin de son mandat, son épouse reprend le flambeau de ce nouveau projet politique, forte d'une carrière développée notamment au sein du Congrès national ¹.

Le mouvement « piquetero »

Les mouvements sociaux et le surgissement des organisations de chômeurs ont un lien direct avec cet appel de l'Etat au coopérativisme. A la fois pionniers et fers de lance de la protestation sociale, les organisations de chômeurs dites « piqueteras » ² ont développé des formes de solidarité territoriale et des modalités d'action fondées sur la confrontation. Le mouvement piquetero a une double origine. D'une part, des mobilisations ont eu lieu en 1996 et 1997 à Neuquén, Salta et Jujuy ³ où des travailleurs au chômage bloquent des routes pour réclamer des

1. A l'instar de Juan et Eva Perón, Nestor et Cristina Kirchner recréent la formule du couple au sommet du pouvoir et au service du peuple travailleur. Cette passation de pouvoir permet également de contourner la Constitution nationale qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels successifs. Cristina Kirchner est toutefois une personnalité politique reconnue depuis les années 1990 par les électeurs et par la classe dirigeante, ainsi qu'une militante péroniste depuis les années 1970.
2. Au travers de ces mobilisations, les chômeurs vont se dénommer « piqueteros » en référence au piquet de grève, au blocage de routes. On parle d'organisations piqueteras et de mouvement piquetero.
3. Situées en Patagonie (Neuquén) ou à proximité de la Bolivie (Salta, Jujuy), ces mobilisations concernent des territoires relativement peu développés en comparaison de villes industrialisées telles Rosario ou Cordoba, et bien sûr de l'aire métropolitaine de Buenos Aires qui concentre plus du tiers de la population du pays.

aides sociales auprès de la puissance publique et reçoivent le soutien des communautés villageoises face aux violentes répressions des forces de sécurité. D'autre part, le développement de solidarités locales dans la grande banlieue de Buenos Aires où nombre d'exclus du travail ont construit des habitats de fortune sur des terrains sans aucun droit de propriété depuis les années 1980 (Merklen, 2009). Autrement dit, des provinces reculées a surgi un nouveau type de mobilisation défini par « une nouvelle identité – les piqueteros –, une nouvelle forme de protestation – le blocage de routes –, une nouvelle modalité d'organisation – l'assemblée – et un nouveau type de demande – les plans sociaux » (Svampa, Pereyra, 2003). Ce type de mobilisation est repris dans les zones urbaines paupérisées de Buenos Aires où la préexistence

de bases communautaires permet le développement du mouvement à l'échelle nationale et la diffusion d'un modèle de militance intimement lié au travail dans les quartiers. En plus de la revendication de plans d'aide pour pallier l'absence de travail, ces organisations vont développer dans les territoires les plus sinistrés des actions de solidarité, comme la distribution de nourriture ou de vêtements, et des formes de participation directe au mouvement au travers d'assemblées délibératives (Delamata, Armesto, 2005).

En 1998, lorsque le mouvement piquetero semble défini, quatre grandes fédérations nationales rassemblent les diverses organisations piqueteras, mais deux orientations politiques antagonistes les divisent. D'une part, une orientation syndicale favorisant la négociation et l'institutionnalisation, et d'autre part une

Encadré 2

Le régime de convertibilité des années 1990

En avril 1991, après une longue période de mauvaise gestion macro-économique et deux épisodes d'hyperinflation, le ministre de l'Economie Domingo Cavallo met en place un plan d'inspiration monétariste visant à freiner l'inflation et à stabiliser l'économie. Ce plan s'appuie notamment sur un nouveau régime monétaire, créé par la loi de convertibilité votée par le Congrès en mars 1991, qui fixe la relation de conversion 1 peso = 1 dollar.

Ce plan est un véritable succès jusqu'en 1994 et de nombreux indicateurs économiques deviennent positifs : stabilité des prix, croissance annuelle moyenne du PIB de 7,7 %, augmentation de la consommation des ménages, etc. (Gerchunoff, Torre, 1996). Mais ces succès, acquis dans une conjoncture financière et marchande favorable, masquent la fragilité et la rigidité de ce régime monétaire qui perceront à partir de 1995. En se liant lui-même les mains pour s'empêcher d'agir (Palermo, 1995), l'Etat argentin s'est en effet rendu tributaire des investissements extérieurs et d'une balance commerciale positive pour capter des devises. L'augmentation des taux d'intérêt des Etats-Unis, puis les dévaluations des monnaies mexicaine et brésilienne mettront à mal le système économique et financier qui vacillera pendant plusieurs années avant de s'effondrer avec fracas en 2001.

Pour une analyse en profondeur de la « convertibilité », voire notamment la thèse d'Alexandre Roig (2007).

ARGENTINE

orientation autonomiste valorisant davantage le rapport communautaire et la confrontation avec les instances gouvernementales. A la suite de l'ascension de Kirchner, le gouvernement cherche à contrôler la protestation sociale en jouant sur les tableaux de la cooptation avec le premier groupe et de la répression avec le second groupe ¹. Si cette répression revêt les habits judiciaires et non militaires, elle n'en est pas moins violente et systématique, et se traduit par des milliers d'emprisonnements, notamment de nombreux dirigeants piqueteros (Svampa, 2008).

Les réponses institutionnelles au chômage et à la pauvreté

Du côté des politiques publiques, la réponse à l'accroissement du chômage et à ces mobilisations intervient dès 1996 avec le plan « Travailler » (Trabajar) lancé par le gouvernement Menem avec l'aide de la Banque mondiale. Le principe de ce plan consiste à verser un salaire mensuel modique ² pour une durée de six mois aux chômeurs ne percevant aucune indemnité, en échange de la réalisation d'un travail communautaire. Ce plan se caractérise surtout par son ambiguïté entre assurance-chômage, assistance publique et clientélisme politique. Les ressources financières suivent un circuit descendant que l'on peut synthétiser ainsi : le gouvernement national décide de la répartition des ressources entre les différentes provinces ; les gouverneurs

des provinces sélectionnent les municipalités concernées et décident des aides allouées ; les maires répartissent finalement les sommes reçues entre les différents individus qu'ils estiment être bénéficiaires. La quantité limitée des plans d'aide et le pouvoir discrétionnaire des dirigeants politiques ont eu pour effet de renforcer l'organisation des chômeurs et des relations directes avec les dirigeants locaux. Le blocage des routes comme mécanisme de pression pour percevoir les ressources du plan « Travailler » et la proposition de listes de bénéficiaires par les organisations piqueteras auprès des instances décisionnaires se sont alors multipliés (Lodola, 2005). En rassemblant les subsides de leurs membres, ces organisations se sont érigées localement en interlocuteurs incontournables des pouvoirs publics. Le nombre de bénéficiaires des plans d'aide passe ainsi de 140 000 en 1997 à 1,3 million en 2002 (Svampa, Pereyra, 2005).

Cette augmentation est également due à un changement du cadre institutionnel puisque le plan « Chefs de foyer au chômage » ³ remplace le plan « Travailler » en cette même année 2002. Couvrant une plus large fraction de la population, ce nouveau plan maintient comme condition du versement de l'aide financière l'obligation de réaliser des tâches d'intérêt communautaire ⁴ et conserve le même circuit de financement. Toutefois, ce plan ne vise plus simplement à aider les travailleurs au chômage, il correspond à

-
1. Ce type de rapports conflictuels s'observe également entre le kirchnérisme et les organisations syndicales revendiquant des pratiques antibureaucratiques et une ample participation au travers d'assemblées (de Gracia, 2010).
 2. Le salaire mensuel était de 200 pesos, ce qui représente alors moins de la moitié du budget familial minimum (*canasta familiar*), mais permet de se situer au-dessus du seuil de pauvreté.
 3. « *Jefes y Jefas de Hogar Desocupados* », le mot chef étant décliné au masculin et au féminin.
 4. Il existait également la possibilité de suivre des formations, mais la principale activité des bénéficiaires a consisté en travaux communautaires.

un objectif plus large puisque deux conditions fondamentales pour bénéficier de l'aide sont la scolarisation effective des enfants et le maintien à jour du calendrier de vaccination.

Cette tendance à verser une aide aux familles sous conditions d'éducation et de santé des enfants va s'autonomiser dès l'année 2004 au travers du plan « Famille » (*Familia por la inclusión social*) financé par la Banque interaméricaine de développement dont l'engouement pour les programmes de transfert conditionnel au revenu est important depuis les expérimentations mexicaines et brésiliennes. Destiné aux familles dont les parents sont considérés comme les plus éloignés de l'emploi, ce programme coexiste avec le plan « Chefs de foyer au chômage » dont l'objectif devient alors le maintien en activité de ceux que l'on estime employables.

Enfin, la création en 2009 de l'« allocation universelle par enfant » (*Asignación universal por hijo*) supprime les plans « Famille » et « Chefs de foyer au chômage ». L'Etat délivre alors un revenu fixe de 180 pesos pour tout enfant dont les parents sont sans emploi, avec un maximum de cinq enfants par famille, à condition que la scolarité et le suivi de la santé des enfants satisfassent aux exigences prescrites.

Cette montée des programmes d'aide aux familles dites vulnérables, dont la conditionnalité porte davantage sur la protection des droits de l'enfant, ne doit pas occulter les autres axes des politiques sociales contre la pauvreté et le chômage. Avec le programme « l'Argentine travaille » lancé également en 2009, la Présidente Cristina Fernandez de Kirchner donne pour objectif la création d'emplois grâce à l'intervention de l'Etat. Cette intervention vise principalement à soutenir

la création de petites et moyennes entreprises, à faciliter l'accès au microcrédit et à financer la construction ou la réhabilitation d'infrastructures locales par des coopératives de travail.

Ce dernier axe du programme s'apparente grandement aux expériences piqueteras qui rassemblaient les bénéficiaires des plans précédents et organisaient la réalisation de travaux communautaires dans les quartiers les plus défavorisés. Il apparaît moins comme une innovation que comme une reformulation ou une institutionnalisation de pratiques existantes. Cette institutionnalisation tend à rationaliser le dispositif, notamment par l'inscription officielle des coopératives au registre national des organisations de la société civile et par la limitation des bénéficiaires potentiels aux travailleurs sans emploi « vulnérables » ne percevant aucune autre aide sociale, ni aucun type de pension ou retraite. Les premières étapes du plan visent également en priorité les territoires où la pauvreté est la plus forte, principalement les communes urbaines situées en banlieue de Buenos Aires.

L'exemple du mouvement Evita

L'organisation sociale auprès de laquelle nous avons enquêté se situe en proche banlieue de Buenos Aires, elle est la composante locale d'une structure plus large nommée Mouvement Evita, créée en mai 2006 suite au rassemblement de différentes organisations piqueteras et dont la principale force était le Mouvement des travailleurs sans emploi Evita. Il est dirigé depuis son origine par Emilio Pérsico, militant chevronné ayant navigué entre la gauche révolutionnaire et la gauche péroniste, qui fut l'un des principaux artisans de la constitution du bloc des organisations piqueteras appuyant

ARGENTINE

dès 2003 l'action du gouvernement de Nestor Kirchner. La proximité entre ces organisations sociales et la présidence de la République va bien au-delà du simple soutien politique, puisque c'est une relation de type organique qui est construite.

Un lien organique avec le pouvoir politique

Le Mouvement Evita – comme d'autres organisations sociales – fait en effet partie intégrante des forces kirchnéristes. Lors du lancement officiel de ce mouvement, le 9 mai 2006 dans la grande salle portègne du Luna Park, on pouvait ainsi remarquer une importante présence de dirigeants politiques nationaux et provinciaux. Les discours se faisaient très élogieux sur le renouveau politique depuis l'ascension de Kirchner et insistaient sur la nécessité du relais de l'action gouvernementale à l'échelon local¹. Quelques mois plus tard, Emilio Pérsico entrera au gouvernement provincial en tant que sous-secrétaire du cabinet du gouverneur. Cette appartenance à une même force politique joignant les sommets de l'Etat aux organisations de quartiers se manifeste également dans les discours des personnes rencontrées, comme cette militante qui exprime sa vision du lien entre son organisation et le gouvernement national : « Le gouvernement a beaucoup donné aux organisations sociales comme la nôtre... organisations politiques aujourd'hui... nous faisons partie, d'une certaine façon, de l'Etat. Nous avons des coopératives. »

Au niveau du territoire étudié, c'est en effet le programme de création d'emplois par les coopératives qui va provoquer le

développement du Mouvement Evita. Lorsque le ministère du Développement social lance, début 2009, un programme pilote de création d'emplois au travers de coopératives, le groupement local ne compte qu'une trentaine de militants. Or, le responsable de la conduite de ce programme pilote n'est autre qu'Emilio Pérsico, qui ne se privera pas de diriger abondamment les fonds vers les coopératives créées par le Mouvement Evita². Dans la commune étudiée, 25 coopératives de 16 travailleurs chacune sont alors créées de toute pièce pour réaliser les petits travaux de bâtiment sélectionnés par la municipalité ; parmi elles, 12 sont gérées par le Mouvement Evita et 13 par les réseaux politiques du maire. A la fin de l'année 2009, le nombre de travailleurs de la commune intégrés à ce mouvement *via* les coopératives dépasse le millier suite au lancement officiel du programme « l'Argentine travaille » qui permet aux coopératives de rassembler désormais jusqu'à 300 personnes chacune.

Au sein du territoire étudié, extrêmement peu de collectifs de travailleurs sans emploi préexistaient au lancement de ce programme coopérativiste. La principale raison est l'implantation extrêmement forte du gouvernement municipal dans les quartiers les plus marginalisés grâce aux réseaux traditionnels du Parti justicialiste et à des pratiques clientélistes (Auyero, 2001). Nous sommes donc quasiment dans la situation d'une création *ex nihilo*, où le cadre institutionnel ouvre de nouvelles opportunités aux acteurs de terrain et modifie les relations existantes sur le territoire.

1. Voir le quotidien *Página 12* du 10 mai 2006.

2. Cet abus de pouvoir entraînera des plaintes et des manifestations d'autres organisations sociales.

**La coopérative :
une étape du retour à l'emploi ?**

Les effets de cette politique sur l'emploi des personnes ciblées sont encore difficiles à évaluer. Le financement public, de même que la demande exclusive des collectivités territoriales, placent les travailleurs de ces coopératives dans une situation d'assistance proche de celle des programmes précédents. Egalement, les activités réalisées par les coopératives étudiées consistent en la réparation de trottoirs, la peinture de façades d'immeubles ou de mobilier urbain, soit les mêmes activités que dix ans plus tôt. Toutefois, l'insistance du discours gouvernemental sur la dimension professionnelle, et non assistancielle, du programme « L'Argentine travaille » se retrouve dans la parole des coopérativistes qui font de la « dignité retrouvée » et de « l'ambiance collective de travail » un des apports principaux du programme.

Les usages de ce dispositif laissent à penser que les coopératives ne représentent pas une finalité, mais davantage une étape dans le retour à l'emploi pour des personnes cumulant plusieurs difficultés. C'est ce qu'indique la responsable locale du Mouvement Evita lorsqu'elle évoque une réduction du temps de travail réglementaire afin de permettre la recherche d'un autre emploi. Bien que le programme ne s'adresse qu'à des personnes au chômage, les acteurs locaux s'arrangent donc pour que les bénéficiaires puissent cumuler le travail en coopératives avec d'autres activités rémunérées. « Le revenu est de 1 340 pesos... ça ne leur suffit pas, ils ont besoin du triple ! Mais ils travaillent six heures... ou quatre heures. Nous, ici, on travaille un peu moins pour qu'ils puissent avoir des heures pour travailler ailleurs. »

**Les coopératives comme ressources
d'un réseau de militance**

Au-delà de la création de coopératives et d'emplois subventionnés par l'Etat, ce qui se dégage le plus nettement au sein de ce territoire est la mise en place d'une organisation réticulaire venant concurrencer le pouvoir du maire et cherchant à affilier les secteurs populaires au sein du mouvement politique conduit par le gouvernement Kirchner.

**Coopératives et aspiration
à la justice sociale**

Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'organisation locale a connu une forte croissance lors de l'année 2009 grâce aux coopératives. Mais l'existence du mouvement dans ce territoire remonte à 2005, lorsque deux militantes en rupture avec des partis de gauche sont contactées par la direction nationale du Mouvement des travailleurs sans emploi Evita pour implanter une section locale dans leurs quartiers. Durant quatre années, un petit groupe de militants a donc progressivement mis en place des actions de solidarité avec les habitants. C'est grâce à ce premier réseau qu'ils ont pu recruter les demandeurs d'emploi et former les douze premières coopératives.

Parmi les critères de recrutement, ces militants ont d'ailleurs ajouté aux conditions légales l'engagement à réaliser des activités communautaires, tout du moins pour les candidats pressentis à occuper les postes à responsabilité des coopératives puisque celles-ci disposent de leur propre personnalité juridique. Des quotas d'emplois et de coopératives par quartier ont également été mis en place pour étendre le réseau sur l'ensemble des zones stratégiques du territoire. Grâce aux ressources du plan « L'Argentine travaille », l'organisation a pu mobiliser largement les

ARGENTINE

habitants et mettre en place un centre de santé, un club de sport, des centres culturels, d'autres centres pour retraités, des ateliers d'alphabétisation, ou encore assurer la distribution des produits alimentaires de base aux familles les plus démunies.

En 2010, une trentaine de personnes occupent ainsi les postes à responsabilité au sein de l'organisation et se réunissent une fois par semaine afin de coordonner les multiples actions, mais aussi de parler de la politique locale, nationale et internationale. Une fois par mois, une réunion se tient avec tous les membres qui agissent dans les quartiers et qui s'identifient au Mouvement Evita. La réunion compte alors près d'une centaine de personnes.

Avant d'aborder le rôle de cette organisation dans le jeu politique, et pour ne pas que l'analyse laisse à penser que ces militants agissent de façon instrumentale dans le seul but d'acquérir du pouvoir, il convient de mettre en lumière les convictions qui sont les leurs. Tous les responsables rencontrés sont issus des secteurs populaires et ont connu depuis les années 1990 de grandes difficultés au niveau de l'emploi, voire de la santé. Plus des deux tiers des militants ont moins de 30 ans et aspirent fortement à un changement de la société dans laquelle ils ont grandi. Ils rejettent en bloc les politiques néolibérales et la quasi-totalité des responsables politiques en place depuis 20 ans, qu'ils accusent en outre de corruption. Le maire de la commune, au pouvoir depuis 1991, symbolise pour eux cette vieille classe politique corrompue et responsable de la désagrégation sociale. Le kirchnérisme représente au contraire pour eux un véritable espoir de mettre fin à tant d'inégalités ressenties. Développer des réseaux de solidarité, mettre en œuvre au niveau local les politiques du gouvernement

national, mobiliser et politiser des habitants, donner des responsabilités au sein de l'organisation, créer un contre-pouvoir face aux élus locaux, toutes ces actions s'inscrivent dans la perspective d'un changement social tendant vers plus de justice. Ainsi, en expliquant les raisons de son engagement, une militante fait référence à une nouvelle étape démocratique en évoquant l'arrivée de Nestor Kirchner au pouvoir et à la fin d'une période de résistance : « Avec le processus du néolibéralisme, ce qui est arrivé, c'est que chacun s'est réfugié dans son foyer. Parce qu'il y avait beaucoup de chômage, beaucoup de crises... Cette nouvelle étape de la démocratie, en 2003, il y a eu beaucoup d'attentes, un nouvel espoir... que l'on pouvait se rassembler à nouveau, militer, construire... changer la réalité de beaucoup de monde. Ce qui m'a attiré au début, c'est ça : "Allons voir si maintenant on peut militer". C'est-à-dire changer la réalité, le pire de la réalité, pas seulement pour moi, mais pour les autres. (...) Toute l'époque du néolibéralisme, c'était une époque beaucoup plus dure car ce mouvement néolibéral fermait les industries... amenait beaucoup de désespoir. Donc c'était de voir si on pouvait changer cette réalité qui paraissait... comme un moment de résistance ! Passer de la résistance à la construction, et ne plus être au *piquete*, au blocage de route, à demander les choses de base. Arrêter de survivre et lutter pour autre chose : le travail digne, la santé, l'éducation. »

Une aide conditionnée au soutien du kirchnérisme ?

Le soutien au couple présidentiel fait donc partie intégrante du projet du Mouvement Evita. Le *leitmotiv* de cette organisation, à l'échelle locale comme à

l'échelle nationale, peut être formulé ainsi : « Il n'y a pas de projet national sans mouvement national ». Participer fortement à la mise en œuvre de cette politique coopérativiste n'est qu'un élément du soutien au kirchnérisme. L'ensemble du réseau tissé dans le territoire doit encore pouvoir se mobiliser lors des moments clés de la vie politique. La captation des votes, notamment dans les villes populaires en banlieue de Buenos Aires, est évidemment un enjeu crucial lors d'une compétition électorale, et la présence de militants dans les quartiers est une méthode commune et efficace pour attirer les votes des électeurs.

Cette forme de réciprocité entre les militants politiques et les populations recevant leur aide se manifeste également lors des moments de confrontation entre le gouvernement et l'opposition. Ce fut le cas lors des projets de loi sur le droit au mariage des couples homosexuels ou sur la réforme extrêmement polémique du champ médiatique, où des manifestations de soutien étaient organisées par la coordination nationale du Mouvement Evita. La dirigeante de l'organisation locale relate ces moments et explique comment elle incite les « camarades » à participer à ces mobilisations : « Quand il y a des manifestations... ça peut être pour beaucoup de raisons, par exemple pour l'anniversaire de la mort d'Evita ou pour appuyer le gouvernement parce que la droite est en train de lui mettre une forte pression... pour la loi des médias, pour qu'elle sorte... pour le mariage égalitaire... Nous tous, on les appuie. Donc, on dit : "Camarades, nous, nous allons

mardi participer à cette manifestation, qui veut venir ?" Celui qui veut venir, il a jour de congé. Celui qui veut pas, il va travailler. C'est tout, il n'y a pas de pression. (...) Mais on dit aussi que celui qui a un travail, qui sait lire... il a un pouvoir, il a un petit morceau de pouvoir dans ses mains, et ce petit morceau, si on le met tous en commun et que l'on en demande plus... parce que nous disons aussi : "si nous allons faire une manifestation pour la commémoration de la mort d'Evita, et qu'au lieu d'être 30 on est 300, on va être considéré autrement au moment où se décide la distribution des quotas d'emploi." Bon, donc, s'il n'y a pas une pression effective, du genre "je ne te paye pas si tu viens pas", je donne cette explication au camarade. Et cela fait que souvent, il prend conscience. Avant on mobilisait un bus et là, par exemple, pour la dernière manifestation, on y est allé avec 14 bus ! 14 bus ! Pour nous, c'est un grand développement. »

Un nouveau rapport de forces avec le pouvoir politique local

Cette capacité à mobiliser les habitants des quartiers populaires joue également dans le rapport de forces avec les maires des banlieues urbaines de Buenos Aires, le « Conurbano ». Ceux-ci jouissent d'un pouvoir politique important, la périphérie urbaine de la capitale étant le réservoir de voix le plus important du pays et le principal bastion du péronisme. Dans les mois qui ont précédé les élections nationales, au moment de l'enquête, leur soutien à la candidature Kirchner¹ était encore indécis. Eduardo Duhalde,

1. Jusqu'à son décès soudain le 27 octobre 2010, Nestor Kirchner était officiellement candidat à un second mandat présidentiel. Sa disparition a fortement modifié le rapport de forces entre le pouvoir en place et l'opposition, équilibré jusqu'alors, et a propulsé Cristina Kirchner au firmament de l'espace politique.

ARGENTINE

ancien gouverneur de la province de Buenos Aires et président de la République, représentait alors un concurrent sérieux à l'intérieur du Parti justicialiste pour les élections de 2011¹. En vue de cette possible lutte, les militants du Mouvement Evita participaient à une plateforme politique rassemblant d'autres courants progressistes dans l'optique de monter une liste électorale locale. « L'idée de cette plateforme politique, c'est de former un espace dans ce territoire, de fortifier un espace qui pourra demain entrer en compétition électorale avec les secteurs qu'il y a ici... qui sont plutôt de droite et qui sont au pouvoir depuis 20 ans. Ce qui se passe, c'est que si Kirchner décide de jouer avec le Parti justicialiste, avec les maires du Conurbano, on l'appuiera. S'il y a des lieux où l'on peut se battre pour un meilleur candidat, on se battra. Ca dépend de comment sera la situation, et c'est différent pour chaque territoire. Nous faisons toujours une lecture nationale, ce n'est pas au niveau local... toujours on regarde d'en haut. »

Le développement des organisations sociales kirchnéristes dans les territoires du « Conurbano » constitue un atout de poids dans la conquête du pouvoir national. On peut émettre l'hypothèse que les réseaux de mobilisation alliés au gouvernement, tel le Mouvement Evita, ont permis de menacer de l'intérieur le pouvoir des *caudillos* et ont participé à l'obtention de leur soutien à la nouvelle candidature Kirchner.

Dans la commune étudiée, cette opposition au *caudillo* local était sensible et la menace sur son pouvoir entraînait un

certain nombre de tensions entre la municipalité et le Mouvement Evita. Durant les premiers mois, les militants et les travailleurs devaient faire pression pour obtenir les vêtements de travail et les outils, ou pour être payés dans les temps. Les plaintes exprimées renvoyaient à la lourdeur du fonctionnement des services administratifs et aux blocages provoqués par les dirigeants municipaux pour ralentir la mise en acte du projet des coopératives. Afin de court-circuiter ces nuisances, le troisième volet du plan « L'Argentine travaille » a prévu la mise en relation des coopératives chapeautées par l'organisation locale du Mouvement Evita avec une fédération de coopératives appartenant elle-même au Mouvement Evita. Cette fédération est, elle, directement liée aux ministères du Développement social de la province de Buenos Aires et du gouvernement national.

Conclusion

L'analyse des usages locaux du programme « L'Argentine travaille » nous conduit à minorer l'impact de cette politique sur le rapport à l'emploi des destinataires qui restent totalement dépendants des aides de l'Etat et réalisent des menus travaux sur commande publique. En ce sens, cette politique se distingue peu des programmes d'assistance qui la précèdent. L'usage de la forme coopérative permet certes de reconstruire des liens collectifs par le travail et génère chez les bénéficiaires un sentiment de dignité retrouvée, mais la pérennité de ces groupements est fortement douteuse et l'on est loin du modèle classique des coopératives de production et de

1. Eduardo Duhalde n'obtiendra finalement que 5,9 % des votes au soir du 23 octobre 2011, date qui marque sans doute le crépuscule de sa carrière politique. La majorité des maires du « Conurbano » se sont finalement alignés derrière la présidente-candidate Cristina Fernandez de Kirchner.

distribution largement développé par ailleurs dans ce pays depuis plus d'un siècle. Finalement, les travailleurs et les responsables gérant les coopératives utilisent ce dispositif comme un support dans une perspective d'insertion sociale et professionnelle. Cet aspect permet de comprendre l'absence des syndicats de travailleurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de cette politique, celle-ci relevant significativement du ministère du Développement social et non du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Dans le cas observé, c'est davantage l'organisation sociale Mouvement Evita qui sort renforcée par la mise en œuvre de ce plan. En encadrant le fonctionnement des coopératives, elle a pu intégrer dans ses rangs plus d'un millier de personnes et développer une intense activité militante dans des quartiers populaires de la banlieue urbaine de Buenos Aires. Ces pratiques militantes visent non seulement à apporter une aide aux secteurs populaires, mais aussi à constituer une force de mobilisation politique. En ce sens, on retrouve l'usage de pratiques clientélistes au travers de la mise en œuvre de cette politique sociale. Néanmoins, la jeunesse de ces militants et l'espoir qu'ils portent en un changement social contraste avec ce que l'on a pu observer dans les organisations plus traditionnelles affiliées au pouvoir municipal.

Finalement, l'effet principal du soutien de l'Etat à la création de coopératives est la recomposition du rapport de forces entre les acteurs locaux en compétition pour le « patronage » des plus démunis. Si le clientélisme politique des dirigeants municipaux semble amoindri, l'affiliation du Mouvement Evita au courant kirchnériste met en lumière une stratégie de développement d'organisations sociales capables

de mobiliser massivement les secteurs populaires pour appuyer le projet national porté par le gouvernement.

Sources :

Auyero J. (2001), *La política de los pobres. Las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires, Manantial.

Bernadou V. (2007), « La restauration d'une autorité politique. L'itinéraire "extraordinaire" du président Nestor Kirchner », *Politix*, n° 80, p. 129-153.

de Gracia G. (2010), « Argentine. Renforcement de la bureaucratie syndicale dans l'économie informelle ? », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 122, janvier, p. 37-46.

Delamata G., Armesto M. (2005), « Construyendo pluralismo territorial. Las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires en la perspectiva de sus bases locales », in Delamata G. (dir.), *Ciudadanía y territorio. Las relaciones políticas de las nuevas identidades sociales*, Buenos Aires, Espacio, p. 105-155.

Fradkin R.O. (2002), *Cosecharas tu siembra. Notas sobre la rebelión popular argentina de diciembre de 2001*, Buenos Aires, Prometeo.

Gerchunoff P., Torre J.C. (1996), « La política de liberalización económica en la administración de Menem », *Desarrollo Económico*, vol. 36, n° 143, p. 733-768.

Lodola G. (2005), « Protesta popular y redes clientelares en la Argentina: el reparto federal del plan trabajar (1996-2001) », *Desarrollo Económico*, vol. 44, n° 176, p. 515-536.

Merklen D. (2009), *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La dispute.

Palermo V. (1995), *¡Siganme! La política de reformas estructurales: el caso argentino*, Thèse de doctorat, Université Complutense de Madrid.

Roig A. (2007), *La monnaie impossible : la convertibilité argentine de 1991*, Thèse de doctorat, EHESS.

Svampa M., Pereyra S. (2003), *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Biblos.

Svampa M., Pereyra S. (2005), « La política de los movimientos piqueteros », in Schuster F., Naishtat F. (dir.), *Tomar la palabra. Estudios sobre protesta social y acción colectiva*, Buenos Aires, Prometeo, p. 343-364.

Svampa M. (2008), *Cambio de época*, Buenos Aires, Siglo XXI.